

Travail ouvrier et consciences communautaires

L'évolution des mentalités des travailleurs de la mine en Inde contemporaine

Gérard HEUZÉ

Anthropologue ORSTOM

RÉSUMÉ

Cet article vise à éclairer quelques aspects de la conscience sociale des travailleurs du plus grand bassin minier indien situé au nord-est de la péninsule. Un rappel historique s'attache à spécifier l'ancienneté et la persistance des formes de travail dépendant. L'importance des préoccupations centrées sur la lignée ou limitées par la communauté, est mise en valeur. Toutes les formes de l'organisation sociale ont leur place, aux dépens du primat de celles qui s'appuient exclusivement sur la réalité salariale. Celle-ci n'est-elle qu'une parenthèse dans une réalité sociale qui assiège le fragile îlot industriel?

MOTS-CLÉS : Inde — Travail — Mineurs — Lignée — Communauté — Statut — Emploi — Clientélisme — Hiérarchie — Bihar.

SUMMARY

Manual labour and collective consciousness. The evolution of the worker's mentalities in the coal mines in contemporary Indian

This work is a part of a long sociological study of the great mine area of Dhanbad (Bihar, India), where 150 000 workers are employed by the state-owned BCCL. History of the working class formation is dealt with at the beginning of the text. It is argued that the wage-based social and economic relationship is tied and mixed with a kind of dependant relationship, of so-called "feudal" type, for a very long time. A new type of evolution has nevertheless taken place after 15 years of the nationalisation of coal industry. The labour situation is increasingly politicised and also subjected to the influence of corrupt practices nurtured by the growing employment penury. In this context the family pattern and the community networks of relations are becoming more and more important, inside and outside the work site. The article tries to investigate the specificities of these social structures, and the reasons for their increasing role. Is the coal miner becoming less and less an "industrial man"?

KEY WORDS : India — Labour — Miners — Descendants — Community — Status — Employment — Networks of clientele — Hierarchy — Bihar.

Cette approche est l'un des fruits d'une recherche sociologique poursuivie depuis plusieurs années à Dhanbad. Notre projet initial était de pénétrer la réalité sociale par le biais de réseaux de relations vivants, en prenant comme point de départ une personne — un chômeur, travaillant parfois comme ouvrier à statut

précaire —. Menée d'abord sur une échelle très réduite l'étude s'est ensuite élargie jusqu'à tenter d'appréhender la dynamique sociale globale du bassin minier. La méthodologie particulière qui place en avant les gens, leurs actes et leurs façons de s'organiser par rapport à une réalité industrielle extérieure et localisée, a peut-être influencé certaines des thèses exposées ici. Nous avons de plus volontairement laissé de côté certains aspects de la situation. Le monde minier de Dhanbad n'est certainement pas entièrement résumé dans ces quelques lignes. Toute réalité sociale dominante connaît ses exceptions, son refoulé, ses possibles à l'expression moins affirmée. Nous voulons cependant en préambule mettre l'accent sur le fait qu'il n'y a pas de compréhension de l'univers ouvrier indien contemporain sans tenir compte de l'environnement non ouvrier et des réalités qui ont apparemment peu à voir, ou sont tout au moins dissociables, de l'industrie, de l'économie capitaliste et du salariat. On a longtemps cherché à tracer des contours « nets et propres » à la classe ouvrière indienne, en suivant les cadres légaux qui définissent le champ d'application du droit du travail, avant de guetter les manifestations d'« attachement et d'adaptation » à l'univers industriel. Le mépris des faits et la méconnaissance de l'apport spécifique des sciences sociales — si l'on excepte une forme mécaniste d'économie — marquaient et marquent encore ces tentatives nombreuses et répétitives, particulièrement appréciées dans le pays même. Les ouvriers et les mineurs indiens ne sont pas préoccupés par leur adaptation au salariat, une réalité qu'ils connaissent par ailleurs parfaitement. Leurs stratégies sont infiniment plus complexes et plus fondamentales. Dhanbad en témoigne.

LES FONDEMENTS DE L'HÉTÉROGÉNÉITÉ OUVRIÈRE

Le bassin charbonnier de Dhanbad est situé à l'extrême sud-est de l'état du Bihar, au centre-nord-est de la péninsule indienne. C'est, avec la concentration proche d'Asansol, la plus ancienne des zones industrielles du sous-continent si l'on excepte les trois ports de Bombay, Madras et Calcutta. Les mines ont connu une extension importante dès 1880. Elles étaient gérées par des agences de gestion (1) au service d'intérêts britanniques, les plus petites exploitations étant toutefois entre les mains de propriétaires terriens locaux car le charbon est peu profond à Dhanbad. Pendant longtemps le recrutement de main-d'œuvre a été problématique. La région du Jharkhand (Chhota Nagpur), qui entoure le bassin minier est une zone sèche de peuplement récent où se sont implantées de nombreuses ethnies « aborigènes » ou désignées comme telles (2) et des hindous et des musulmans venus de la vallée du Gange et du Bengale entre le XVIII^e et le XX^e siècle. Certains de ces derniers, des groupes de marchands et d'usuriers appartenant à des castes hindoues élevées (3) ou à d'autres communautés (4) dominantes, ont pourtant hâtivement tout fait pour que se développe une réserve de main-d'œuvre prolétarisée. Le vol des avoirs des « aborigènes », des hindous de bas statuts et d'autres groupes sociaux faibles, s'est poursuivi tout au long du XIX^e siècle par le biais de l'usure à des taux exorbitants, de la diffusion de l'alcool et de la coercition physique. La majorité des dépossédés fut toutefois recrutée par les plantations de l'Assam et du Bengale et les entrepreneurs de la mine durent avoir recours à divers systèmes pour recruter et mettre au travail la main-d'œuvre. La conception de l'entreprise qui dominait alors était une forme de capitalisme spéculatif marqué par les pratiques commerciales. Les exigences de profit étaient élevées, car il y avait plusieurs intermédiaires à servir en sus du propriétaire des capitaux, alors que le marché était étroit et, à cette époque, marqué par une concurrence intérieure et extérieure importante. Dans ce contexte, les caractéristiques les plus précieuses de la main-d'œuvre étaient son faible coût et sa disponibilité en fonction des besoins fluctuants de l'industrie. On utilisa les services d'intermédiaires recruteurs de main-d'œuvre qui étaient des

contremaîtres employés permanents de la mine (*sirdar*) ou bien des marchands de main-d'œuvre indépendants (*thikadar*). Ceux-ci pratiquaient le clientélisme, ici des réseaux de liens personnalisés utilisant les hiérarchies en cours dans la société rurale ancienne, afin de soumettre et tenir « fidèles » les ouvriers précaires, de très petits paysans, aux avoirs insuffisants le plus souvent. L'association de l'endettement et du travail précaire au service d'un recruteur était la recette la plus appliquée. Les intermédiaires, qui étaient intégrés dans des réseaux à plusieurs échelons unissant le village au centre minier, avaient des revenus et une autonomie sociale limités par les exigences de profit des entreprises charbonnières privées. L'autre forme de recrutement, préférée par les compagnies les plus soucieuses de productivité et de régularité, consistait dans l'importation de travailleurs d'origine lointaine, venus de l'est de l'état actuel d'Uttar Pradesh (5), recrutés par une agence spéciale dans le cadre de contrats courts (onze mois) et logés dans des sortes de camps à la discipline sévère où il était interdit d'amener sa famille. Le dernier type de recrutement, moins important en ce qui concerne les quantités produites par la main-d'œuvre, mais cependant très caractéristique, était pratiqué par les *zamindar* (6) qui échangeaient le droit de cultiver des lopins de terre contre un loyer constitué par plusieurs mois de travail à la mine. Ces trois grands systèmes d'embauche et de mise au travail des mineurs concernaient plus des 4/5 de la main-d'œuvre lorsque le pays accéda à l'indépendance, le dernier devant bientôt disparaître avec l'abolition du système *zamindari*. Tous avaient pour caractéristique d'associer, voire de subordonner, le salariat à une relation de dépendance hiérarchique envers le patron, l'usurier, le propriétaire, le marchand d'hommes. Malgré les plaintes épisodiques de certains directeurs qui trouvaient que les ouvriers manquaient d'« attachement à l'entreprise » et de qualification, il semble que l'on ait d'abord recherché à exploiter l'effort physique brut. Les « tribaux » renommés pour ne pas savoir mesurer leur effort et les membres de castes hindoues de très bas statut, dont l'humilité menait à l'obéissance, étaient nettement préférés pour l'exploitation au fond ; les femmes et, marginalement, les enfants, les segments les plus économiques de la main-d'œuvre, ayant une place importante à la manutention. Seule une minorité de contremaîtres et d'employés de bureau, aux origines sociales et géographiques beaucoup plus variées, connaissaient une stabilité minimum de l'emploi, assortie après 1923 (Mine Act) de protections légales consistantes et croissantes (7). Ce groupe étroit était seul capable de négocier effectivement sa force de travail, de chercher librement et de quitter son emploi. C'est d'abord vers lui que les syndicats, présents dans la zone après 1926 et importants après 1935, ont développé leur pratique. Les leaders syndicaux, des membres instruits de la petite bourgeoisie urbaine, fréquemment marqués par l'esprit de la lutte nationaliste, ont toutefois tôt commencé à s'intéresser à la masse des mineurs et à pratiquer à son encontre une forme de clientélisme.

Cette situation a évolué lentement jusqu'à ce que la mine soit nationalisée en 1971-1973. Des lois du travail de plus en plus efficaces ont été promulguées entre 1947 et 1963 et la main-d'œuvre, de plus en plus fortement syndicalisée, a commencé à se fixer. Des statuts du travail différents sont apparus au sein des mineurs, opposants permanents, protégés par la loi, précaires à l'embauche réalisée par la médiation de marchands d'hommes, et précaires recrutés dans le cadre de contrats. L'univers ancien de la mine avec ses hiérarchies internes héritées de l'époque coloniale et ses polarisations communautaires — chaque type de travail étant souvent accaparé par un groupe spécifique — n'a pourtant pas disparu. L'évolution la plus marquante a été l'intérêt nouveau de membres des hautes et moyennes castes hindoues et d'autres communautés de statut et niveau de scolarisation plus élevés, possédant des patrimoines importants, pour le travail manuel à la mine. Le développement important du chômage et du sous-emploi, dramatiques après 1965, et l'amélioration des conditions de travail et de salaires de la mine se sont conjugués pour faciliter cette transformation. Elle a connu une

forme particulière depuis que, en 1956, le district de Dhanbad, auparavant situé au Bengale, s'est vu inclure dans le cadre administratif de l'État du Bihar. L'Inde moderne est une fédération de 22 États et 9 territoires spéciaux dont la plupart ont une autonomie et une personnalité appréciables. Le Bihar est un des plus peuplés et des plus mal lotis au plan économique des États de l'Union. 79 % de la population est analphabète. La pénurie, sous toutes ses formes, est prégnante. Les industries lourdes du Bihar sont toutes concentrées au Chhota Nagpur où la sidérurgie (publique et privée) et les mines dominent (8). La situation dans cet état de 54 millions d'habitants en 1970, est caractérisée par une intense politisation mais le type de politique en cause est très spécifique. Les membres élus des assemblées locales et nationales essaient de vendre ou de dispenser gratuitement tout ce qui est rare, à commencer par l'emploi, à ceux qui les soutiennent par leur vote favorable. C'est devenu un système de vie sociale et d'organisation politique. Les élites qui dominent le pays, presque toujours originaires de la plaine gangétique, plus riche et peuplée que le sud, appartiennent à des groupes dominants à l'esprit rentier et à la pratique « communautariste ». Le communautarisme est le chauvinisme de communauté. C'est le second fondement de l'ordre socio-politique bihari. La bureaucratie — les échelons supérieurs et moyens de l'administration et des nombreuses directions d'entreprises — est enfin au Bihar d'une oisiveté et d'une morgue inégalée. Elle appartient aux mêmes castes dominantes que l'élite politique à laquelle elle est soumise. Le développement depuis l'indépendance d'une bourgeoisie d'affaires aux pratiques spéculatives et aux exigences de profit très élevées constitue le dernier point saillant de la situation qui nous occupe. Cette classe d'entrepreneurs aux pratiques sauvages n'est qu'un des éléments qui ont accéléré le développement de ce qu'on appelle la « corruption », l'État mis au service d'intérêts privés, personnels et collectifs, mais elle n'est pas le moindre. La bourgeoisie d'affaires sous-traite souvent avec les grandes entreprises et notamment avec les charbonnages nationalisés. Elle est née en partie de l'autonomisation accrue des anciens marchands de main-d'œuvre et d'autres sous-traitants qui se sont lancés dans les grandes affaires après la nationalisation en utilisant leurs contacts dans la bureaucratie et l'administration locale. L'on a assisté dans ce contexte à la *politisation* croissante du milieu industriel, les députés à la pratique clientéliste étant le pivot du système. Avec les affairistes, associés aux fonctionnaires corrompus, ils ont entrepris de détourner les investissements importants effectués par l'État, les *Coal India Limited* dont dépend la BCCL (9) qui gère la plupart des charbonnages de Dhanbad, et de les utiliser pour leur profit personnel ou pour celui des clientèles qui les appuient. Il ne faut pas s'étonner si, dans ces conditions, la productivité des entreprises charbonnières, handicapée aussi par certains problèmes économiques de dimension locale et nationale, a stagné, voire régressé. Le bassin de Dhanbad, premier centre d'extraction du « diamant noir » en Inde est pourtant de toute première importance pour les gestionnaires du secteur public et, selon le terme consacré, la « nation ». La mise au travail des mineurs et la mise au pas des affairistes recruteurs de main-d'œuvre précaire et transporteurs sont devenues des nécessités ressenties jusqu'à la Nouvelle Delhi. Le pays a besoin de charbon. C'est pour lui en donner que l'on a impulsé à grand prix la mécanisation des mines et les exploitations à ciel ouvert. Les techniques nouvelles devraient une fois de plus résoudre de façon un peu « magique » un problème de nature avant tout sociale. Dans quelques années le rôle du travailleur manuel devrait être marginalisé à Dhanbad, si les plans actuels connaissent une application effective.

Il n'y a pourtant jamais eu autant de mineurs dans la zone. Plus de 160 000 employés de la BCCL et quelques dizaines de milliers d'autres se consacrent à l'extraction annuelle de 20 à 25 millions de tonnes de combustible. Les clivages sont extrêmement nombreux au sein de cette masse ouvrière, issue de plusieurs dizaines de castes hindoues et d'ethnies tribales, appartenant à quatre

confessions importantes (hindous, musulmans, sikhs, chrétiens) et parlant plusieurs dizaines d'idiomes. Remarquons pour son importance fondamentale, l'opposition entre *les employés permanents de l'État et les ouvriers à statut temporaire, précaire, ou simplement non garanti par la loi*, qui travaillent dans les entreprises sous-traitantes de la mine ou dans les petites entreprises privées produisant pour le marché. Cette opposition n'a fait que s'accroître depuis 15 ans et elle connaît une expression croissante en termes de rang, un peu dans l'esprit de l'ancienne idéologie hiérarchique. Les ouvriers et les mineurs originaires de la zone rurale avoisinant le bassin, les « *filles du sol* » (10) sont aussi, et de plus en plus fréquemment, dissociés des autres et particulièrement des membres des castes dominantes, dont les foyers et les patrimoines sont localisés dans la vallée du Gange. On compte aujourd'hui près de la moitié d'immigrés, dont une proportion croissante de membres des groupes dominants, parmi la main-d'œuvre de la mine. Ces derniers, de plus en plus nombreux, sont localisés dans les travaux jugés les plus gratifiants. *L'esprit de catégorie* est enfin un déterminant croissant de la division du peuple des mineurs. De la masse prolétarisée de travailleurs manuels d'autrefois émergeaient seulement certains groupes particuliers comme les boiseurs ou les abatteurs. Aujourd'hui le travail se diversifie et se complexifie mais la pénurie d'emplois s'ajoutant à la prégnance des mentalités de groupe, pousse aussi à l'exacerbation des sentiments particularistes.

LIGNÉE, COMMUNAUTÉ ET PERSISTANCE DU TRAVAIL DÉPENDANT

Il n'y a rien qui ressemble à une communauté de producteurs à Dhanbad, quel que soit le contenu que l'on voudra donner à ce terme. Seuls les mauvaises conditions de vie, et, depuis 1973, un employeur commun, solidarisent les travailleurs de ce bassin de 800 km², où plusieurs centaines d'installations de gestion, de traitement et d'exploitation sont dispersées. L'un des traits les plus saillants de la situation est que, ni la présence de 150 000 syndiqués déclarés, ni les très fortes et récentes augmentations de salaire n'ont fait reculer le *travail dépendant* et les autres situations où la mise au travail s'accompagne de l'infériorisation statutaire et de la sujétion du producteur que l'on a vu caractériser, voire dominer, l'époque des compagnies privées. Le salariat est certes la norme principale, au moins officiellement, *mais c'est à l'intérieur des rapports sociaux que celui-ci englobe et à l'intérieur comme à l'extérieur du statut d'employé de l'État que se manifestent les diverses formes de dépendance*. Les ouvriers et les mineurs d'origine locale sont par exemple en grand danger de perdre leur emploi à cause de la mécanisation de l'exploitation. Beaucoup de ces travailleurs, qui constituent près de la moitié de l'effectif, ne restent là qu'en multipliant les preuves de soumission et les attitudes de « modestie », tout comme « au bon vieux temps » des Britanniques. Les ouvriers à statut précaire qui dépendent de marchands d'hommes sont toujours obligés *de soigner leurs rapports avec les employeurs*. Le chômage est devenu tel que le travailleur à statut précaire qui n'associerait pas la disponibilité sur le plan du travail à une fidélité plus large n'aurait guère de chance surtout s'il réside dans le bassin. Le *souci de sécurité* demeure la principale obsession du mineur. Il module toutes les stratégies, les consciences, et finalement les types d'organisation des différentes couches de travailleurs.

Le monde ouvrier indien a longtemps été un milieu social sous tutelle, tutelle de l'État d'abord, des syndicalistes de haute caste issus des couches moyennes, instruites et urbaines ensuite, des entrepreneurs volontiers paternalistes enfin. *Un consensus ancien*, forgé dans les années d'entre les deux guerres donnait à chacun des protecteurs sa place particulière.

Les travailleurs, qui ont perdu lors de ce processus, la plus grande part de leur autonomie de classe, sans renoncer à leur identité particulière, n'ont cependant pas perdu tout pouvoir de négociation. Il leur a été longtemps possible de jouer des contradictions entre les dominants. Les ouvriers se sont hâtivement mobilisés pour défendre leurs intérêts économiques, seul motif capable de les unir de façon durable. Cette situation a été vérifiée à Dhanbad jusqu'à la nationalisation; l'univers de la mine d'avant 1973 offrant une illustration outrancière de cette inféodation du monde du travail. Les ouvriers, les marchands d'alcool et recruteurs de main-d'œuvre et leurs hommes de main formaient avec les entrepreneurs publics et les échelons moyens et inférieurs de l'appareil d'État une association aussi profitable qu'inséparable. Dans ce contexte, la mobilisation ouvrière était souvent synonyme de violence. Tout ce que la loi promulguée à New Delhi attribuait aux mineurs, et elle leur avait été plutôt favorable entre 1953 et 1970, était distribué comme une aumône par les protecteurs. Les salaires étaient ponctionnés d'au moins 15 % par les usuriers. L'emploi commençait à être vendu comme un bien marchand, aux enchères de préférence. Aujourd'hui d'ailleurs, si de nombreuses choses ont changé, cette description garde une certaine pertinence.

Cet univers social dominé par l'appréciation des choses en termes de protection et de dépendance n'est jamais un univers uniquement « ouvrier », ou « du travail », ou même « de la mine ». Nous avons écrit plus haut que les travailleurs sont abondamment divisés. Ils ne forment pas un ensemble social cohérent et cohésif; ils sont tout à fait incapables et, par ailleurs, le plus souvent non désireux de s'unir de façon autre que ponctuelle. Cela ne veut pourtant pas dire que rien ne les relie. L'hyperdensité des liens sociaux et des organisations de tous ordres caractérise plutôt le bassin de Dhanbad. Il ne s'agit seulement presque jamais de réalités spécifiquement ou principalement liées à la condition salariale. Tout ce qui se passe au sein de cette dernière se voit comme englobé, mis en forme par des données extérieures plus puissantes, vivantes, appréciées et efficaces. Le monde ouvrier existe, mais « en relation », comme partie d'un ensemble, comme élément indissociable de la société tout entière, une société où l'unité est acquise par l'uniformité des structures et non grâce à la substance particulière (valeurs, histoire, idées) de l'ensemble social.

La société indienne est marquée par la densité et la pérennité des liens sociaux, à commencer par les liens du sang. L'idéologie dominante leur donne la place d'honneur et les réalités économiques leur sont souvent considérées comme relatives et subordonnées. C'est presque toujours abusif mais cela montre bien le contexte où évoluent les pensées. La plus omniprésente des unités relationnelles est la lignée, cette famille où les stratégies économiques, inextricablement associées aux liens sociaux, sont si intenses. Sa taille importe finalement assez peu. Hiérarchisée, sacralisée, formellement patriarcale, cellule de base d'un ensemble complexe de liens sociaux extrêmement denses, la lignée indienne est à l'origine des mentalités patrimoniales que l'on voit se manifester jusque chez les plus démunis des mineurs. *C'est le seul espace de liens où la loyauté, qui dépend toutefois des hiérarchies internes, est presque automatique.* Son rôle s'est plutôt accru avec la semi-urbanisation dans un milieu sauvage qui a résulté des migrations vers le bassin minier. *En étant le siège d'une économie domestique intense, de la mise en travail des cadets par les aînés et des femmes par les hommes, la lignée, où s'inculquent toutes les mentalités hiérarchiques fondamentales, donne au travailleur une base conceptuelle qui s'est avérée extraordinairement stable depuis qu'il y a des mines à Dhanbad. L'autorité légitime, c'est-à-dire celle qui est en position hiérarchique de commander, n'est jamais contestée. Le choix est maudit.* On apprend là que les autres sont des enjeux économiques et que les liens sociaux sont des leviers pour agir sur eux. *Dans la lignée tous les actes s'accomplissent par le biais d'intermédiaires, gravissant les hiérarchies lorsqu'ils sont considérés comme gratifiants, les descendant dans le cas contraire.* C'est dans

son sein que l'on apprend aussi que seul compte le bien des siens. Parce que sa famille est une petite société, l'ouvrier indien tendra toujours à considérer la société comme une grande famille. Dans la lignée l'enfant est d'abord choyé, et libre de faire tout ce qu'il veut puis, vers 4 ans, il est mis au travail avec rudesse par les aînés. Il en garde une conscience double, égocentrique et « royale » d'un côté, profondément soumise de l'autre, mais *toujours en relation*. Pour les mineurs, et pour la plupart des indiens « l'enfer c'est la solitude ». *Ces faits ne souffrent pas d'exceptions ou de différences notables, contrairement aux données liées à la scolarisation ou aux valeurs explicitement adoptées par les groupes*. Cette matrice forme un cadre extraordinairement unifiant et puissant auquel n'échappent que quelques enfants des rues. L'inclusion dans les lignées a des conséquences essentielles pour ce qui est de l'appréhension de l'univers du travail. On se bat, ou l'on œuvre *tout d'abord pour soi et pour ses proches*. L'idée d'une solidarité des destins n'est pas inconnue mais elle a beaucoup de mal à se frayer un chemin. On travaille souvent en fonction d'autres membres de la lignée restés au village et poursuivant des pratiques agraires centrées ou non autour du patrimoine foncier, jugé essentiel. Entretenir les chômeurs de la lignée, immigrés ou non, est un devoir. Les pratiques visant à préserver et accroître le statut des lignées, telles que les dots, sont intensément prises en charge par les mineurs, même lorsqu'ils sont mal payés et de bas statut. *C'est au sein des lignées que s'appréhende d'abord (pour tous en tant que cadets) l'univers du travail*. La mentalité qui règne dans le cadre de l'économie domestique est très différente de celle qui est supposée réguler les grands projets productivistes industriels. Il s'accomplit dans ce cadre des tâches répétitives, fastidieuses, peu gratifiantes et limitées à l'horizon quotidien, avec ses préoccupations de survie. Les enfants et les femmes qui font tourner les maisonnées sont de mauvais travailleurs si l'on s'en tient aux critères du capitalisme. Ils en font toujours le minimum. Le surplus, source de richesse accumulable est usuellement sacrifié, jeté ou redistribué. La plupart des mineurs actuellement employés ont connu cet apprentissage dans des villages, mais une économie domestique d'un type peu différent se manifeste au cœur même du bassin minier. Elle est toujours aussi nécessaire, vu l'état extrêmement mauvais des services sociaux et des équipements publics. Les compagnies, puis l'État, ont compté sur la capacité des mineurs à s'auto-entretenir pour réduire leurs coûts de production. *Ils ont facilité, voire induit, la perpétuation de masses de travailleurs pensant et agissant en terme de lignée et selon les habitudes de l'économie domestique*. L'école, le syndicat et les gestionnaires du secteur public diffusent à propos de l'accomplissement des tâches productives des discours moraux axés sur l'idée d'un effort volontaire et individuel « au service de la nation », mais tout cela glisse un peu comme l'eau sur les plumes du canard. Le sentiment d'*autonomie* et de *légitimité* acquis dans le cadre des lignées est tel qu'il faut la force ou d'autres formes de coercition (peur du licenciement) pour assurer une mise au travail minimum.

La *communauté* est une autre dimension fondamentale. Personne n'échappe à la définition communautaire. La communauté telle que l'apprécient les gens du cru à leur niveau personnel n'est pas encore (le plus souvent) une entité unique cohabitant avec des structures de même type à l'identité bien affirmée. Il y a, de la famille à l'ensemble des Indiens, un ensemble complexe d'identités emboîtées et interdépendantes, des éléments sécables se dégageant de toutes les grandes unités. La caste, qui donne le nom aux lignées hindoues, est une communauté, mais la confession, l'origine géographique et de très nombreuses autres réalités partagées par des groupes homogènes peuvent être à la base de la création de communautés avec leur conscience afférente. Malgré de rares exceptions *la communauté* ne mélange pas son sang avec celui des autres. C'est singulièrement vrai pour les castes et les confessions. Il existe des cultures, des valeurs, des patrimoines, des langages, des institutions communautaires. Un homme sans communauté n'a pas d'existence sociale. Il ne peut se marier, entretenir des rapports avec ses voisins et,

dans bien des cas, obtenir du travail. C'est au sein de ces groupes que l'on apprend à distinguer les frontières entre le *nous* et les *autres* : les communautés développent un intense et croissant chauvinisme, particulièrement exacerbé dans le cadre urbain et industriel où elles servent de pôles de rassemblement et d'instruments dans la compétition pour l'emploi et le logement. C'est pourtant au travers de la vie communautaire que le mineur s'initie à l'aspect mouvant des choses sociales. Chaque groupe est toujours prêt à éclater en sous-unités, tout aussi légitimes. Cela ne manque pas d'arriver lors des conflits d'intérêts internes. Les communautés sont à la fois essentielles et fluctuantes, omniprésentes mais difficilement saisissables quand il s'agit de leur attribuer des contours et une stratégie particuliers. Tout se pense et se dit toujours selon leurs termes ; mais la lignée est loin d'être nécessairement loyale à la communauté, surtout lorsque l'on aborde les considérations économiques. *La communauté de type ancien qui prédomine encore dans le bassin est une forme de nature collective ; ce n'est pas une solidarité d'intérêts.*

Les hiérarchies assuraient jusqu'aux années 60 l'ordonnement des multiples communautés et l'agencement des lignées au sein de celles-ci. C'est parce que les groupes avaient un rang, sacralisé particulièrement par la pensée hindoue, que la société connaissait une certaine harmonie. Le rang du groupe était aussi celui des lignées. Depuis l'on assiste à un double phénomène. Le rang n'a pas perdu de son importance, bien au contraire. Il reste le critère principal de l'appréciation des personnes, des lignées et des groupes. *L'idéologie statutaire, battue en brèche localement par d'anciens cultes piétistes hindous (Bhakti krsnaïste (11)), par l'Islam et par le mouvement socialiste, connaît plutôt un extraordinaire regain avec l'arrivée sur la scène sociale de masses de jeunes d'origine rurale, dont la culture religieuse et coutumière est souvent superficielle, mais qui sont restés profondément conservateurs, au sens où l'idée de choix, l'individualisation, suscitent chez eux la panique. Ils sont plus habitués que jamais par les préjugés de caste et le sentiment étroit de communauté.* La hiérarchie se voit par contre mise en cause par les nouvelles pratiques de compétition collective pour le rang. Les groupes se désolidarisent, tout au moins dans l'espace urbain et à certains moments, et chacun entreprend d'affirmer par des symboles voyants (diète, construction de temples, mariages ostentatoires) sa dignité, anciennement revendiquée ou toute récente. Il existe des normes mais elles deviennent mouvantes. Le caractère (permanent ou précaire) de l'emploi, le salaire et l'éducation reçus deviennent des éléments de l'appréciation du statut dont l'importance va croissant. Le mariage arrangé est le centre de ce système d'appréciation des groupes et des lignées. Un *brahmane* — caste supérieure — vaut 20 000 roupies de dot — le statut s'est toujours évalué aussi en termes monétaires — s'il est pauvre et rural et le *bauri* (caste ex-intouchable) seulement 1 000. La « valeur » de ce dernier peut toutefois être multipliée par cinq s'il est employé permanent de l'État. Tout le monde raisonne dans ces termes-là, intégrant certains caractères de l'emploi au rang des critères d'appréciation du statut, à côté et de la même façon que la terre. Il n'y a pas de norme plus universelle parmi les travailleurs, mais aussi parmi les cadres, les fonctionnaires et les entrepreneurs, bien qu'il existe un ressentiment et une opposition en paroles de certaines minorités de jeunes, urbanisés, instruits ou qualifiés, à l'exaspération de ces systèmes anciens, mais qui n'ont rien de particulièrement ruraux.

LÉGITIMITÉ ET EFFICACITÉ DU CLIENTÉLISME

La prégnance de ces structures de relation sociale au sein et à l'extérieur du monde de la mine, rapportant celui-ci à une norme commune de comportements

valables pour l'ensemble de la société, provoque une profonde banalisation des consciences, même si l'on constate une grande variété des idéologies, par exemple au niveau politique. Il y a des marxistes-léninistes, des socialistes laïcissants et des religieux conservateurs parmi les travailleurs de la mine, même si l'attitude la plus courante est une sorte de pragmatisme, avant tout modelé par la conscience étroite des intérêts familiaux. L'idéologie politique apparaît cependant comme une espèce de vernis, ou de substance adjacente, qui accompagne les principes dominants de comportements émanant du poids des structures de base. Tous considèrent la société comme une chaîne, un ensemble lié de groupes sociaux, bien que l'on s'entende de moins en moins bien à propos de l'ordre selon lequel il convient de les ranger. Lorsque l'on reconnaît que les hommes, les travailleurs, se battent entre eux comme des chiens pour la répartition des emplois et du logement, c'est presque toujours pour le regretter au nom de hiérarchies vacillantes quelquefois réactivés par des pensées marxistes redistributrices, en référence à un âge d'or mythique ; mais l'idéologie de lignée, qui occupe le vide laissé par la hiérarchie, ne donne aucune espèce de valeur à l'unité de la société. La désolidarisation donne aux petits groupes un rôle essentiel qui renforce l'ardeur de la compétition. Chacun prétend lutter pour les siens, mais la notion « des siens » est de plus en plus mouvante, comme ces multiples niveaux d'appréciation de la *jati* — le groupe de naissance —. Alors « *chacun se démène pour soi* » ; « *il faut se méfier des autres* » : voilà le leitmotiv de la classe ouvrière de Dhanbad aujourd'hui.

Le clientélisme fournit le ciment le plus vivant et le plus efficace à cette société industrielle en plein essor. C'est une réalité ancienne, profondément acceptée et répandue dans les zones rurales, et il faut le distinguer de la hiérarchie de castes et des autres ordres globaux de la société ancienne. La hiérarchie n'avait pas pour clef la puissance des groupes, mais des critères religieux et idéologiques et elle plaçait au sommet des clercs-prêtres (brahmanes) qui n'étaient (et ne sont) pas nécessairement aisés. Les réseaux de clientèle placent en haut de leur organisation les dominants, qui peuvent par ailleurs très bien être des brahmanes ayant réussi à s'enrichir, ce qui est fréquent au Bihar. La religion ne sacralise pas le clientélisme qui bénéficie cependant pour se répandre des mentalités modelées par la hiérarchie et des habitudes de *soumission au plus grand* apprises dans le cadre de la lignée. Ici les dominants sont les cadres de la mine, les fonctionnaires corrompus, les entrepreneurs affairistes et une couche spécialisée de gansters, travaillant pour le compte des deux groupes précédents, qui s'est émancipée au cours des années 1970. Les plus riches sont liés aux plus misérables, les grands entrepreneurs aux travailleurs à statut précaire au travers de longs et multiples réseaux de relations qui quadrillent les quartiers ouvriers et les villes du bassin et s'étendent vers les campagnes avoisinantes d'où provient une partie importante de la main-d'œuvre. Il y a des relais nombreux de l'organisation clientéliste : tenanciers de débits de thé, ouvriers recrutant de la main-d'œuvre sur une petite échelle, hommes religieux tentés par les affaires. Se placer dans une position de dépendant est une pratique générale, apprise à la maison, le seul endroit où les leçons portent pour la vie. Ce l'est d'autant plus que la pratique n'est pas sans avantage économique. Englobant l'exploitation du petit par le grand, elle garantit la sécurité comme, dans le cadre de la famille, la présence des liens du sang garantit la survie des cadets et des femmes qui n'ont cependant aucune chance de pouvoir refuser les lourdes tâches qui sont exigées d'eux. A beaucoup, le monde de la mine apparaît comme une jungle sauvage où l'on exige l'isolement de l'individu, obligé de lutter par lui-même pour survivre. Le clientélisme est le meilleur rempart contre cette situation angoissante. Une partie du revenu, quelquefois la majorité, est échangée contre l'assurance — souvent fallacieuse, mais les gens ne tiennent pas tellement à le savoir — de rester là et d'y introduire sa lignée. Le prix du clientélisme n'est jamais, dans cette optique, trop élevé.

Ce prix a baissé récemment ; ou plutôt, depuis la nationalisation des

charbonnages, le clientélisme rapporte des dividendes nouveaux qui en font un système plus que jamais *populaire*. Le système a toujours été sous-tendu par l'idée, vraie ou mythique, de redistribution qui inspirait aussi les hiérarchies rurales. « A chacun sa part conformément à son rang » affirmait l'ancien système. Le clientélisme redistribue selon la force et la position de chacun dans les réseaux de relations.

Depuis 1973, l'ensemble des mineurs et bien d'autres gens du peuple, particulièrement ceux qui vivent en volant le « charbon de la nation », profitent du clientélisme. L'État investit des sommes considérables vers le bassin, détournées en grande partie par les affairistes et les cadres corrompus, mais aussi en partie *redistribuées* vers les échelons inférieurs des clientèles. Les leaders politiques, syndicaux et communautaires pratiquant le clientélisme exigent des augmentations de salaires car ils en empochent un pourcentage. *Ils ont obtenu que des dizaines de milliers d'embauches surnuméraires soient effectuées pour leurs dépendants*. Les affairistes qui sous-traitent la main-d'œuvre précaire à la mine et au rail ont aussi demandé de très fortes augmentations des salaires donnés à cette main-d'œuvre. Ils en retiennent statutairement 15 %, et en réalité 25 à 50 %, mais une partie de cet argent revient aux ouvriers. Bien que les conditions de vie et de travail du mineur soient restées mauvaises, il n'a jamais été aussi bien rémunéré et les ouvriers tendent à penser que cela est dû aux grands patrons clientélistes comme l'affairiste, par ailleurs très populaire, Suraj Dev Singh, député de Jharia à l'assemblée locale du Bihar. *Une sorte d'alliance de la « bourgeoisie délinquante » et des ouvriers permanents (et même précaires) s'esquisse aux dépens des crédits fédéraux* et en liaison au contexte *bihari* d'hyper-politisation et de corruption. Dans ce milieu il est beaucoup plus important d'être *lié* aux personnalités les plus influentes, même si cette liaison s'installe au travers d'une longue série de relais qui sont autant *d'exploiteurs de relation*, que d'être, par exemple, qualifié ou non qualifié, voire permanent ou précaire. Ces dernières caractéristiques comptent aussi, et chacun le reconnaît, mais elles s'expriment *relativement au contexte relationnel*. La protection légale, par exemple, ne suffit jamais pour rester en place et transmettre l'emploi à ses enfants. Il faut autre chose : faire partie de la chaîne. Toutes les institutions de l'État sont pénétrées par le clientélisme et les gens agissent en conséquence. Lorsque ce n'est pas le cas, ils induisent eux-mêmes, en se comportant en dépendants, la création de rapports de ce type. On cherche des « patrons », dans les bureaux de recrutement, parmi les cadres et parmi les élites locales afin de garantir une vie dont *l'incertitude* paraît insupportable.

LE DÉVELOPPEMENT ACTUEL DES CONSCIENCES COMMUNAUTAIRES

Il serait néanmoins abusif de réduire la situation à Dhanbad, qui témoigne sans doute ici d'une évolution concernant le sous-continent tout entier, à une recherche à tout prix de la sécurité échangée contre une exploitation accrue sur le lieu de travail et surtout dans les quartiers ouvriers. Tout d'abord les « patrons » députés, syndicalistes et affairistes liés aux partis localement dominants (Congrès et Janata) (12) et à certaines formations d'opposition, ne sont pas tout à fait libres, malgré le luxe fréquemment ostentatoire de leur train de vie. Ils le sont de moins en moins. *La communauté* dont la conscience et l'organisation connaissent un regain et de profondes transformations *donne une force nouvelle au dépendant*. Tout le monde appartient à des collectifs de sang, immensément légitimes, que l'État et la constitution ont institutionnalisés, protégés et encouragés avec assiduité depuis l'indépendance. Ces groupes, qui contiennent souvent des riches et des pauvres, comprennent des réseaux de clientélisme internes mais le statut légal des membres du groupe entrave fortement les pratiques d'exploitation interne. Les communautés sont en pleine recomposition, se cherchant des

frontières, se bâtissant une histoire et des valeurs communes, après s'être plus ou moins désolidarisées des hiérarchies. Elles assument très souvent la forme de proto-nations, avec leur chauvinisme, aux dépens de la nation-État indienne. C'est pour elles et non « pour le pays » ou « pour la classe ouvrière » que des centaines de jeunes Indiens, dont de nombreux travailleurs urbains, se sacrifient tous les ans lors des conflits sanglants opposant les groupes. A Dhanbad, le chauvinisme de groupe est singulièrement répandu chez les mineurs et les ouvriers des nouvelles générations, les plus qualifiés et instruits, fréquemment des migrants membres de groupes de statuts reconnus anciennement comme supérieurs. Ce sentiment de communauté favorise une conscience horizontale des rapports sociaux. La compétition fait de plus en plus office de lien entre les groupes. Pour obtenir des emplois, les réseaux communautaires, conçus comme une extension des réseaux familiaux, sont la méthode la plus efficace, garantissant une certaine autonomie aux postulants, La force du groupe contrebalance les organisations pseudo-hiérarchiques et multi-communautaires du clientélisme, au bénéfice des communautés les plus nombreuses, à cause du vote qui est la monnaie d'échange principale. La solidarité communautaire permet seule de résister aux pressions des gangsters professionnels et des chômeurs-voyous, les « occasionnels », qui extorquent des rentes aux dépens des salaires ouvriers pour leur propre compte ou celui des grands « patrons » clientélistes. C'est vrai aussi pour les groupes de gens usuellement dépossédés comme les musulmans, les castes hindoues ex-« intouchables » ou les pseudo-« aborigènes » dont l'État fédéral est le protecteur attitré. Personne n'est seul dans le besoin. Tous ceux qui peuvent compter sur une organisation collective communautaire, efficace au niveau du quartier, prennent leurs distances vis-à-vis du clientélisme depuis le début des années 1980. La conscience communautaire actuelle ne s'oppose cependant pas aux « patrons ». Elle tend à modérer leurs aspirations et l'importance de leur contrôle tout en admettant parfaitement la symbiose des dimensions. Elle s'exprime avant tout en termes religieux, les mieux compris, acceptés et légitimes des symboles d'affirmation, dans le peuple minier comme dans l'ensemble des couches populaires indiennes. Il existe pourtant aussi des niveaux politiques de la communauté : organisations de « fils du sol » tendant à s'opposer à l'hégémonie des immigrés *bihari* de haute caste notamment.

C'est au nom de la communauté et par le biais des notables politiques élus, que les plus pauvres et dépossédés ont pu obtenir des réservations d'emplois, garanties par la constitution et les lois locales, qui sont l'un des freins les plus efficaces à l'exploitation, malgré leurs médiocres modes d'application. Des réservations de places dans les collèges et universités concernent aussi les membres des plus basses castes et des « tribus ». Le système commence à être étendu vers des groupes de statuts beaucoup plus divers et la pression vers sa généralisation est très forte. Chacun estime comme normal qu'un poste de travail soit donné au mieux placé des mâles de chaque famille. Cette revendication, conforme à l'idéologie de lignée, implique que l'emploi devienne un patrimoine héréditaire, également réparti, un peu selon l'esprit qui anime les réformateurs agraires soucieux de préserver la situation de consensus social actuel. Il n'y a pas d'exigence plus populaire parmi les mineurs. Plusieurs accords locaux d'entreprise garantissent aujourd'hui le caractère héréditaire du travail dans l'industrie et neuf centrales syndicales, usuellement en conflit, se sont récemment mises d'accord pour le demander en commun (avril 1986).

Une autre conséquence importante de l'irruption de la communauté à l'usine et à la mine est l'apparition de lobbies organisés « verticalement », unissant dominants et dominés, extrêmement actifs et centrés à l'intérieur des installations industrielles, mais munis de connexions importantes à l'extérieur. Les cadres et les ouvriers d'une même caste (ou autre *jati*) s'unissent sur un programme revendicatif ou, au moins aussi souvent, dans le but d'accéder à une prébende redistribuée par les réseaux clientélistes (emploi, logement, congés). Les mineurs

inclus dans ces réseaux « verticaux » ont de moins en moins conscience d'appartenir à un collectif global de producteurs. Leurs intérêts et la façon de les défendre sont déterminés par la forme des réseaux de relations qui les englobent. Les autres travailleurs sont leurs concurrents naturels. En revanche, à l'extérieur du monde de la mine, des députés ou des hauts fonctionnaires appartenant à leur communauté (groupe, faction) donnent un poids nouveau et une chance de succès inédite à leurs revendications d'ouvriers. Cette évolution, qui correspond largement à des tactiques économiques conscientes — ce n'est pas seulement le pragmatisme mais le cynisme qui règne à Dhanbad — semble donner des résultats variables, car elle n'est pas toujours acceptable pour les directions centrales du Secteur Public (l'État fédéral localisé à New Delhi), mais elle est suffisamment efficace pour connaître depuis 10 ans une extension régulière.

Et la classe ouvrière dans tout cela ? Les 150 000 mineurs du bassin sont parfaitement conscients du fait qu'ils sont des producteurs et la plupart se considèrent comme exploités. Beaucoup connaissent bien les réalités économiques locales et ils font plus largement l'analyse de la situation du Bihar dans des termes qui ne manquent pas de clairvoyance, assortie de jugements moraux sévères. Cela ne suffit pas pour modeler leurs actions. Les préoccupations économiques ne sont séparées à aucun moment du contexte relationnel qui permet, dans le système social du bassin, de résoudre les problèmes quotidiens mais aussi d'apporter des solutions aux difficultés des lignées dont seule une partie réside usuellement dans la région. Les mineurs qui se connaissent discutent « *d'argent et de beau-père* » une expression qui situe bien ce qui occupe aujourd'hui les consciences ouvrières. Ceux qui ne se connaissent pas parlent seulement d'argent : d'inflation, de pauvreté ou de comptes d'apothicaires. La pauvreté n'est pas seulement une réalité de fait à Dhanbad, et dans le reste de l'Inde ouvrière. C'est presque une valeur. C'est l'une des réalités fondamentales qui permet à l'homme du bassin de se considérer comme *membre d'une société* locale malgré la corruption, les gangsters, l'alcoolisme et la violence qui donnent à la scène une allure anémique. Bien que placés parmi les mieux payés des travailleurs de l'industrie de la péninsule, avec leurs 900 à 2 500 roupies mensuelles assorties d'avantages sociaux appréciables et de considérables possibilités de s'absenter, la presque totalité des mineurs permanents se déclarent pauvres. La pauvreté partagée est le degré zéro de la fraternité et c'est le seul qui ait cours à Dhanbad. Déplorée, vilipendée comme la preuve de la négligence de l'État et de la dureté des exploités (fonctionnaires corrompus, racketteurs, commerçants), la pauvreté est aussi arborée comme un drapeau, par ailleurs unique rescapé de l'épopée gandhienne. Elle a, dans la zone minière elle-même et encore plus dans les zones rurales qui l'entourent, une sorte de valeur sacrée mais ambiguë. C'est un ciment social. C'est parce que les hommes sont pauvres qu'ils vont à la mine, que tous détestent, mais c'est aussi grâce à elle ou aux pratiques sociales qui la pérennisent, que les réseaux de liens, si denses, gardent leur cohésion, quelle que soit la violence du milieu ambiant. La pauvreté unit les familles et les communautés même si le marché noir et la corruption qu'elle induit anéantissent tout espoir de solidarité ouvrière. C'est à ce titre un bien précieux pour l'homme. Même le riche se déclare pauvre. La pauvreté est le rempart imparable contre l'irruption des stratégies individuelles, et la compétition qu'elle induit reste appréhendée au niveau des groupes. Avec quelle (inconsciente ?) constance le mineur de Dhanbad n'entretient-il d'ailleurs pas sa pauvreté, par des multiples pratiques, déterminées par les lignées ou de façon personnelle ! L'alcool, le jeu, l'endettement, sont les plus anciens éléments du processus. La folle envolée des exigences de dot, l'investissement du surplus monétaire dans des biens de prestige (vêtements voyants et chers qui imitent ceux des cadres) ne sont pas à négliger à côté de l'investissement dans la terre — d'un prix extraordinairement élevé — ou d'autres biens concernant la lignée. Les chômeurs qui grèvent le revenu familial et les exploités qui volent une partie du salaire (il y a par exemple des souscriptions ou des organisations qui servent de

façade aux bandes de racketteurs quadrillant les cités en troupes nombreuses et musclées, armée de carnets à souches, pour un propos ou un autre) suscitent aussi peu de révolte (sinon de désagrément) parce qu'ils ont leur part dans cet équilibre. « Le mineur ne s'est pas enrichi depuis que son salaire a doublé », se plaignent les gestionnaires, « et ses économies restent faibles ». L'analyse la plus souvent énoncée à ce propos par les autorités est que le travailleur (indien) est fainéant ou pour parler plus poliment « non motivé » (committed). C'est au mieux, en ce qui concerne le dernier terme, une constatation sans utilité.

L'État a d'ailleurs sa part de responsabilité dans la pauvreté ouvrière. La corruption et l'incapacité des fonctionnaires sont peut-être secondaires à ce niveau à côté de l'importance des impératifs économiques. Le mineur coûtant cher en salaires, son milieu de vie semble délibérément négligé. Cela est extrêmement mal ressenti par les gens de la mine qui ont vis-à-vis de l'institution les mêmes exigences et le même recul que la population paysanne. L'État doit remédier à toutes les carences de l'organisation sociale — et la mentalité dominante élude tout investissement volontaire des communautés locales en direction d'équipements collectifs, à l'exception des temples — mais aussi ne jamais s'ingérer dans la vie des groupes locaux et des communautés. C'est le principal donneur de travail de la région et il est à ce titre apprécié. Il est pourtant beaucoup moins remercié que l'affairiste. L'État est trop différent, malgré sa clientélisation intense. Tous en dépendent mais tiennent à conserver leur autonomie, y compris sur le plan économique. Accuser l'État de tous les maux fait partie des stratégies d'affirmation. Il est particulièrement vilipendé lorsqu'il essaie de licencier les improductifs. L'entreprise d'État telle qu'on l'idéalise à Dhanbad est un vaste « chantier national », où les payes resteraient déterminées par la valeur élevée d'une production essentielle. Il n'y a pas de loyauté envers l'État et ses institutions. Aujourd'hui aucun mineur n'imagine lui *devoir quelque chose*. Il y en a encore moins envers les syndicats, instruments privilégiés des « patrons » clientélistes à quelques exceptions près. Ils fonctionnent selon le même mode étranger, un peu néo-colonial, que l'appareil d'État. Le mineur ordinaire passe au syndicat lorsqu'un problème touche sa personne ou sa famille. Sans cela il n'y met jamais les pieds. Il est plus que courant de changer d'affiliation ou d'appartenir — on ne sait jamais — à plusieurs organisations. La socialisation dans le cadre de la lignée ne prépare à aucune espèce d'éthique du travail et par ailleurs, à aucune acceptation de normes morales se prétendant universelles. C'est un monde où compte avant tout la position de chacun, et secondairement sa force. L'école a tout à fait échoué à diffuser d'autres normes de comportements, et il n'est pas sûr que cela ait jamais été son but. Pour le mineur et l'ouvrier de Dhanbad, les omniprésentes réalités du travail restent une dimension contingente, toujours appréciée relativement à l'essentiel que constituent *le statut et les liens du sang*. C'est ici que réside la grande force et peut-être aussi la dignité de ce mineur par ailleurs si fortement maltraité.

Les faits ici mis en scène suggèrent une extraordinaire stabilité des rapports sociaux anciens et une persistance profonde au recul du mineur vis-à-vis de l'univers industriel. Les choses ne sont pourtant pas tout à fait aussi simples. Le travailleur de Dhanbad semble avoir été plus « prolétarisé » à l'apogée du règne des compagnies privées. Des luttes ouvrières unitaires, mettant sur la touche les consciences — toujours vives — de communauté et les stratégies de patrimoines, ont existé à Dhanbad entre 1939 et 1955 (et même 1970) mais elles sont aujourd'hui une réalité du passé. Le passage dans le secteur public, plus sensible aux pressions politiques menant au suremploi, plus porté à « garantir le sort des communautés défavorisées », a sûrement été un tournant. L'investissement des notables bihari vers Dhanbad, qui s'accroît depuis 15 ans, et la venue de nombreux membres des couches dominantes gangétiques dans la région ont accéléré les choses. Partout les valeurs, les consciences et les comportements liés directement au salariat et au groupe des producteurs semblent en plein recul.

Dhanbad et la mine se « biharisent » et l'industrie s'indianise, voire s'hindouise. Il resterait à déterminer dans quelle mesure cette évolution est irréversible.

Manuscrit accepté par le Comité de Rédaction le 14 octobre 1986

BIBLIOGRAPHIE

- A. S., 1980. — Dhanbad, new aspect of coal field politics. *Economic and Political Weekly*.
- AWDI, 1983. — *Seminar on wages, working and living conditions of mines workers*. Rourkela.
- BETEILLE (A.), 1965. — *Caste, class and power*. Berkeley.
- BREMAN (J.), 1974. — *Patronage and exploitation*. Berkeley.
- BOSE (A.), 1979. — Dhanbad, the city of terror. *Sunday*, 11 mars.
- Correspondant, 1985. — Disciplining the coal miners. *Economic and Political Weekly*, vol. XX, n° 28.
- DHAR (H.), 1979. — Gangsters and politicians in Dhanbad. *Economic and Political Weekly*, vol. XIV, n° 15.
- DUMONT (L.), 1977. — *Homo hierarchicus*. Paris.
- GHOSH (A.), 1980. — The working class. *Seminar*.
- Government of India, 1971. — *District census hand book, Bihar*. New Delhi.
- GUPTA (R.), 1983. — Between mines and fields. *Manushi*, vol. III, n° 4.
- HEUZÉ (G.), 1985. — Une journée ordinaire de Nandalal. *Autrement* .
— 1985. — *Kisān Sē Mazdār*. Thèse de doctorat, Nantes.
- HOLMSTROM (M.), 1984. — *Industry and inequality. The social anthropology of Indian Labour*. Cambridge.
- ILHAU (O.), 1983. — Bihar, le far-est de l'Inde (trad. allemand). *Die Welt*.
- IYER (K. G.), MAHARAJ (A. N.), 1977. — *Agrarian movements in Dhanbad*. New Delhi.
- KAKAR (S.), 1985. — *Moksha, le monde intérieur. Enfance et société en Inde*. Paris.
- KUMAR (R.), 1981. — Nationalisation by default. *Economic and Political Weekly*.
- NARAYAN DAD (A.), 1975. — Struggles of workers and peasants in Chhota Nagpur. *Economic and Political Weekly*, vol. X, n° 9.
- PENDSE (S.), 1984. — Politics and organisation of urban workers. *Economic and Political Weekly*, 25 février.
- P.U.D.R., 1983. — *Saharjori abandoned miners of Santal Parganas*. New Delhi.
- RAO (A.), 1983. — How relevant are our trade unions? *Economic and Political Weekly*, vol. XVIII, n° 47.
- ROTHERMUND (D.), KROPP (E.), DIENEMAN (G.), 1980. — *Urban growth and rural stagnation*. New Delhi, Manohar.
- ROTHERMUND (D.), WADHWA (C. D.), 1978. — *Zamindars, mines and peasants*.
- ROY (A. K.), 1984. — Cleaning the Coal fields. Limitation of the Gujral way. *Economic and Political Weekly*, vol. XIX, n° 39.
- SIMMONS (C. P.), 1976. — Recruiting and organising an Industrial Labour Force in Colonial India. The case of coal mining Industry. *Indian Economic and Social History Review*.

- SENGUPTA (N.), others, 1982. — *Fourthworld Dynamics, Jharkhand*. New Delhi.
- SENGUPTA (A.), 1979. — The worker's needs, expectations and strategies of motivation. *Economic and Political Weekly* (Aug.).
- STATEMAN, 1977. — *Bihar shows the way*. Calcutta.

Notes

- (1) Firmes de « management » payées au pourcentage sur le chiffre d'affaires qui permettaient à des investisseurs lointains ou à des marchands ignorant le monde de l'industrie de posséder des entreprises rentables. Elles ont été abolies en 1971.
- (2) Le terme officiel (*Adivasi* : « ceux qui étaient là avant ») est passé dans l'usage courant mais c'est un fourre-tout, résultat d'un croisement entre l'esprit juridique victorien et la pensée bureaucratique actuelle. Rien n'associe les « tribus » entre elles et rien ne permet d'en faire un ensemble séparé nettement du reste des hindous dans la région qui nous occupe. Le terme tend à figer une situation ancienne qui évolue de manière rapide et il nous paraît nuisible.
- (3) Une *caste* est un groupe de statut endogame de la société hindoue intégré dans un ensemble hiérarchique local. Il en existe des centaines et elles ne sont pas à confondre avec les « *varna* » anciens « états » qu'évoque la littérature sacrée. La caste peut être le lieu d'activités spécialisées mais elle n'est jamais réductible à un élément de la division du travail. La caste ne meurt pas avec la dissociation des hiérarchies mais elle assume une nature différente, une identité substantifiée.
- (4) La *communauté* est en Inde une réalité omniprésente. Le terme désigne un ensemble de niveaux de l'appartenance sociale, *emboîtés et interdépendants*, qui concerne aussi bien les hindous que les autres confessions (18 % de la population en 1981). Cette dimension n'est jamais, en Inde, pourvue du caractère neutre, sans charge affective, qu'il est courant de lui attribuer en France. Il s'agit de groupes qui impliquent *symboliquement ou réellement* une relation au sang partagé. La communauté définit une *sorte d'hommes*, presque une espèce. Elle ne se mélange pas avec les autres. Des valeurs, une culture communes et particulières caractérisent la communauté et s'associent au sentiment d'espèce pour en faire une réalité pourvue d'une charge affective très grande. Toute agression physique, ou intervention de l'État ressoude la communauté provoquant des réactions passionnées. A l'homme indien, la communauté sert à comprendre le social, et à organiser sa division. L'idéologie de lignée, qui connaît ici une sorte de généralisation, est le mode principal d'appréhension des choses à ce niveau et cela explique la force des sentiments de communauté. La scène se complique toutefois parce qu'il existe aujourd'hui de très nombreux niveaux d'appartenance communautaire. Le clan, la caste, le groupe de caste, le groupe de caste défini dans un certain cadre géographique, la confession, la secte, mais aussi la région et la nation peuvent servir de cadre à l'expression de conscience et à l'organisation communautaires. Ces différentes *extensions du soi et de la lignée*, ces ensembles de liens sociaux, définissent encore rarement des espaces de solidarité. Les niveaux sont très multiples et leurs intérêts sont fréquemment contradictoires. L'activation des sentiments communautaires multiples, qui s'opère *en situation*, en réponse aux urgences socio-économiques et en fonction du mode d'organisation politique, donne à la scène sociale indienne un aspect éclaté et extraordinairement mouvant.
- (5) 100 millions d'habitants ; 350 000 km² entre New Delhi et le Bihar.
- (6) Ayant droit sur le sol et fermiers de l'impôt. Le système *zamindari*, mis au point par les souverains musulmans a été repris par les Britanniques dans le nord du pays après 1758.

- (7) Le droit du travail a été inauguré en 1881, mais c'est seulement à partir des années 1920-1940 qu'il a pris de la consistance, accroissant le clivage entre les travailleurs du « *secteur organisé* » (couvert par les grandes lois du travail) et les autres. Après 1947-1948, époque à laquelle furent promulguées les lois fondamentales, les différences se sont accrues encore plus vite.
- (8) 70 % des ressources financières du Bihar viennent du plateau du Chhota Nagpur. Celui-ci ne reçoit en retour que 20 % des allocations budgétaires.
- (9) Bharat Coking Coal Limited (Compagnie indienne des charbons cokéfiabiles ; Secteur Public). 2 milliards de roupies d'investissement ont été injectés chaque année dans le bassin minier depuis 1980. Une roupie vaut environ 0,7 Franc Français.
- (10) On appelle ainsi des mouvements récents de gens originaires d'une région qui s'organisent pour empêcher l'arrivée des migrants, considérés comme des exploités ou des voleurs de travail. Certains mouvements sont d'idéologie conservatrice (Maharashtra), d'autres sont inspirés par le socialisme. C'est le cas au *Jharkhand*.
- (11) La Bhakti est la religion de dévotion. Ces mouvements, qui ont une origine ancienne (XII^e siècle) nient la nature sacrée du système de castes et tendent à relativiser l'importance des considérations de statut.
- (12) Le Janata party est une organisation de l'opposition libérale qui a eu son heure de gloire en 1977-1980 lorsque l'État d'Urgence poussa les masses indiennes vers l'opposition. Il est à Dhanbad le lieu de regroupements d'affairistes et de leaders clientélistes.